



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIOI

04 Mai 2021

Evolution de la situation sanitaire

Après une première décrue la semaine précédente (- 17,5 %), le nombre de nouveaux cas hebdomadaires diminue fortement en AEIOI (+11 792 contre + 22 697 la semaine passé; - 48,0 %). Le nombre de nouveaux cas continue à baisser

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	18/4	25/4	2/4	18/4	25/4	2/4
Burundi	3 612	3 853	4 038	6	6	6
Comores	3 815	3 829	3 908	146	146	146
Djibouti	10 412	10 746	11 121	114	132	145
Erythrée	3 491	3 605	3 671	10	10	10
Ethiopie	240 236	250 955	258 062	3 328	3 531	3 709
Kenya	151 287	156 318	160 053	2 463	2 603	2 744
Madagascar	31 617	35 262	37 296	538	593	654
Maurice	1 203	1 206	1 206	15	16	16
Rwanda	23 866	24 535	25 225	322	328	335
Seychelles	4 834	5 170	5 602	25	26	27
Somalie	12 837	13 459	13 915	656	689	713
Soudan du Sud	10 432	10 515	10 583	114	114	115
Soudan	33 022	33 673	33 944	2 208	2 300	2 349
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	41 340	41 575	41 907	338	341	343
Total AEIOI	572 513	595 210	607 002	10 304	10 856	11 333

au Kenya et en Ethiopie (+ 3 735 et + 7 017 respectivement, contre + 5 031 et + 10 719 la semaine précédente). Le nombre de nouveaux cas augmente fortement en Ouganda (+ 332 contre + 235 la semaine précédente), aux Seychelles (+ 432 contre + 336) et aux Comores (+ 79 contre + 4).

** Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.*

❖ Le Kenya et la Tanzanie s'accordent sur la construction d'un oléoduc.

A l'occasion de la visite de la Présidente tanzanienne Samia Suhulu Hassan au Kenya, les ministères de l'énergie des deux pays ont signé un MoU devant permettre la construction d'un oléoduc entre Dar es Salaam et Mombasa. Celui-ci permettra au Kenya d'importer du gaz naturel depuis la Tanzanie. La découverte d'un gisement au large des côtes tanzaniennes en 2016 a porté à 1 600 Mds de m³ l'ensemble des réserves prouvées de gaz naturel du pays. Si une partie est destinée à la consommation interne (le gaz naturel représentait 65,7 % de la production électrique tanzanienne en 2019), la Tanzanie cherche également à en faire un produit d'exportation.

❖ Burundi

Les taux débiteurs des banques commerciales demeurent élevés malgré les efforts de la BRB.

La Banque de la République du Burundi (BRB) s'étaient engagée en octobre 2019 à ce que les taux débiteurs des banques commerciales oscillent entre 2 et 7 %, et entre 3 et 9 % pour les institutions de microfinance, notamment pour les entreprises des cinq secteurs prioritaires que sont l'agro-pastoralisme, l'industrie, les infrastructures, les logements sociaux et le tourisme. Le 23 avril 2021, la BRB a reconnu que les taux d'intérêts débiteurs demeuraient élevés, autour de 15 % en moyenne, contre 4 % pour la rémunération des dépôts.

Dans son dernier bulletin de la dette publié le 26 avril 2021, la Banque centrale des Comores évalue le taux d'endettement public à 26,8 % du PIB fin 2020 contre 25,7 % fin 2019. L'encours de la dette publique comorienne au 31 décembre 2020 s'élève à 285 MEUR, constitué à 86 % de dette extérieure (244 MEUR) et à 14 % de dette interne (41 MEUR). Concernant la dette extérieure, le principal créancier des Comores est le Fonds Saoudien de développement (28 MEUR, soit 19 %), devant le FMI (24 MEUR, soit 17 %), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA, 23 MEUR, soit 16 %) et l'Exim Bank Indienne (22 MEUR, soit 15 %).

❖ Djibouti

Publication du rapport de la BAfD : une reprise rapide prévue en 2021.

Selon le nouveau rapport de la Banque Africaine de Développement (BAfD) de mars 2021, les perspectives économiques de Djibouti restent positives. Ainsi, après un taux de croissance de 1,4 % en 2020, la croissance du PIB devrait remonter à 9,9 % puis 8,1 % en 2022, si la

❖ Comores

Le taux d'endettement public a augmenté de 25,7% à 26,8% du PIB entre 2019 et 2020.

pandémie s'atténue. Cette reprise serait soutenue par le redémarrage des activités portuaires une fois que le commerce international et la demande mondiale repartiront à la hausse, et par le retour attendu des IDE. L'économie djiboutienne devrait retrouver sa situation pré-Covid, avec un déficit budgétaire contenu, à 2,0 % du PIB en 2021 et à 1,2 % du PIB en 2022. Toutefois, en raison des investissements publics dans de grands projets d'infrastructures, la dette publique de Djibouti continue de peser lourdement sur les finances publiques. Selon la BAfD, « le financement de l'économie pourrait être dynamisé par une plus grande discipline budgétaire, une meilleure mobilisation des ressources intérieures, une gestion plus efficace des entreprises d'État et une diversification de ses sources de financement externes ».

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

MTN et le consortium Vodafone candidatent aux 2 licences telecoms.

L'appel d'offres pour 2 licences télécoms greenfield a été clôturé le 26 avril dernier. Sur 11 entreprises ayant manifesté un intérêt en juin 2020, seuls 2 groupes africains ont effectivement soumis leur offre : Safaricom (groupe Vodafone) et MTN. Le groupe français Orange n'a pas soumissionné. Les évaluations techniques et financières, menées par l'Autorité éthiopienne des communications et le ministère des Finances, devraient être finalisées d'ici mi-mai. L'ouverture du capital de l'unique opérateur Ethio-Telecom (40% pour les investisseurs étrangers et 5% pour le public éthiopien) pourrait également aboutir

d'ici fin 2021, 2ème étape de libéralisation d'un des derniers marchés télécoms administrés.

Kenya

Le secteur des énergies renouvelables pourrait à nouveau bénéficier d'un régime d'exemption de TVA.

L'amendement de la loi de finances 2020 avait entraîné la fin des exonérations fiscales et des incitations qui étaient disponibles pour plusieurs secteurs, dont celui de l'énergie, alors que le gouvernement kényan cherchait à augmenter ses recettes fiscales, dans un contexte budgétaire difficile, accentué par la pandémie. Cette loi avait supprimé le régime d'exemption de TVA et rétablit le taux standard de 14 % sur un certain nombre de biens, dont les équipements spécialisés à destination des projets solaires et éoliens (batteries à décharge profonde, intrants pour accumulateurs...). Le gouvernement kényan, dans le cadre de la loi de finances 2021, envisagerait de faire marche arrière sur ce secteur et de rétablir les exonérations fiscales, afin de diminuer le coût des énergies renouvelables. La loi de finances 2020 avait en effet suscité de vives réactions, les porteurs de projets arguant que ces modifications touchaient notamment ceux qui n'étaient pas reliés au réseau national et les plus vulnérables. Seul le vote du parlement entérinera définitivement cette décision. Une telle politique de taxation inciterait au développement de l'énergie solaire hors réseau au Kenya en limitant son coût pour le client final et en améliorant son modèle économique.

Madagascar

Le Fond de développement des marchés électriques hors réseaux (OMDF) signe douze contrats de subvention pour 23 MEUR.

Le Fond de développement des marchés hors réseaux (OMDF) géré par la Société Générale Madagascar (SGM) et *Bamboo Capital Partners* a annoncé le 22 avril la signature de douze contrats de subvention pour un total de 23 MEUR financés par la Banque mondiale et le gouvernement. Les bénéficiaires sont notamment Orange et quatre filiales du premier groupe malgache Axian (EDM, Jovena, Telma et Welight). Leur objectif sera de distribuer 900 000 lanternes solaires d'ici juin 2024 dont 30 % dans les régions les plus pauvres, ce qui permettra un meilleur accès à une électricité propre et à faible coût.

Le taux de rapatriement de devises a atteint 86 % en 2020.

Pour soutenir l'ariary sur le marché interbancaire des devises, le gouvernement a entrepris des mesures pour favoriser le rapatriement des devises issues des recettes d'exportation. Ces mesures ont permis le rapatriement de 1,1 Md EUR en 2020 soit un taux de recouvrement de 86 % et de 381 MEUR depuis le début de l'année 2021. La mise en place d'un système intégré de gestion des opérations de change (SIG-OC) a permis de fluidifier et simplifier les procédures de rapatriement. Il permet également un meilleur suivi des opérations de change et permet à l'administration de disposer de statistiques liées aux mouvements de capitaux.

❖ Maurice

La *Mauritius Commercial Bank* finance un projet de centrale flottante de gaz naturel au large du Sénégal pour 50 MEUR.

La *Mauritius Commercial Bank* (MCB) a annoncé le 23 avril l'approbation d'un prêt d'environ 50 MEUR en faveur de la société turque Karpowership pour l'exploitation de son projet

de centrale flottante de gaz naturel liquéfié dénommé Karadeniz Powership Ayşegül Sultan au large des côtes sénégalaises. La centrale, dont le contrat a été signé en août 2019, sera dotée d'une capacité de 235 MW et nécessitera un financement total de 116 MEUR. Elle sera notamment constituée d'une unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) mise en place à travers une joint-venture avec la société japonaise de transport maritime *Mitsui OSK Lines* (MOL).

La *Mauritius Bankers Association* (MBA) invite le ministre des finances à avoir recours aux marchés de capitaux pour financer la relance.

A sept semaines de la présentation de budget 2020-2021, la MBA propose au ministre des finances et du développement économique, Renganaden Padayachy, de mobiliser les fonds du secteur privé local et régional pour financer le budget national 2021/2022 à venir. L'association recommande le recours à des emprunts étrangers en devises à des taux avantageux, combiné à des emprunts sur le marché local en roupies mauriciennes et au développement d'une base de données relatives à l'historique des taux. Cette mesure de financement devrait selon elle dynamiser le marché des capitaux et à terme attirer des investisseurs pour accélérer la transition vers une économie bleue et verte.

❖ Ouganda

L'Ouganda pourrait demander un allègement de sa dette.

Selon une déclaration du 26 avril du Ministre des finances, Matia Kasaija, l'Ouganda pourrait prochainement approcher ses principaux créanciers, notamment la Chine et la Banque Mondiale, pour négocier une suspension des remboursements de ses prêts, sans préciser si

cette démarche s'inscrirait dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette lancée par le Club de Paris et G20, en réponse à la crise sanitaire. En 2020, la dette publique ougandaise a bondi à 18 Mds USD, soit une hausse de 35 % par rapport à l'année précédente, alimentée par de nouveaux emprunts destinés à couvrir les pertes de recettes et les mesures prises pour lutter contre la COVID-19. Selon le ministère des Finances, les créanciers extérieurs détiennent aujourd'hui les deux tiers de la dette du pays. Cette dernière représentera 50 % du PIB à la fin de l'exercice budgétaire s'achevant au 30 juin, ponctionnant une part disproportionnée des ressources budgétaires pour le service de la dette (au cours de l'exercice budgétaire 2021/2022, 20% des recettes fiscales seront consacrées au seul paiement des intérêts d'emprunt). Pour mémoire, l'Ouganda avait bénéficié, au cours de la décennie 2000, d'un allègement important de sa dette extérieure, dans le cadre des initiatives PPTe (pays pauvres et très endettés) et IADM (initiative d'allègement de la dette multilatérale). Depuis, la dette a considérablement augmenté, principalement auprès de la Chine, pour financer le développement des infrastructures, notamment.

Rwanda

Reprise de la construction du Centre d'excellence pour la mécanisation de l'agriculture.

Les travaux de construction, d'un coût de 12,2 MUSD, ont repris après l'arrêt lié à des difficultés financières. Ce centre, dont la construction avait initialement été lancée en 2017, a vocation à promouvoir la recherche et encourager la production locale de machines agricoles, adaptées aux sols et à la topographie rwandais. Ce centre a également vocation à suivre la certification des machines agricoles importées sur le marché rwandais. Cela devrait

permettre au Rwanda d'atteindre son objectif de mécaniser 50 % du secteur agricole d'ici 2024, contre 27 % actuellement. Le centre devrait ouvrir ses portes en juin 2022.

Seychelles

Accord entre le gouvernement et Etihad Airways pour la nationalisation d'Air Seychelles.

Le gouvernement seychellois a annoncé le 29 avril avoir trouvé un accord avec la compagnie émiratie Etihad Airways sur le rachat des 40 % détenus depuis 2012 par sa filiale *EAG Investment Holding Company Ltd* (EAGIHC) dans le capital d'Air Seychelles. La compagnie nationale est dorénavant détenue à 100 % par l'Etat. Cet accord prévoit également le remboursement anticipé d'une partie de la dette d'Air Seychelles envers Etihad, qui de passera de 60 MEUR à 13 MEUR. Le remboursement sera financé par un emprunt auprès de la *Trade & Development Bank*, institution financière du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

Somalie

Les législateurs votent l'annulation du prolongement du mandat présidentiel de deux ans.

Mohamed Abdullahi « Farmajo » a présenté à l'Assemblée du peuple somalien le 1er mai une motion pour reprendre les négociations devant mener à l'organisation d'élections, qui a été adoptée. Son Premier Ministre Mohamed Roble a été chargé de l'organisation du scrutin. De ce fait, le Président Mohamed Abdullahi « Farmajo » renonce à l'extension de deux ans de son mandat votée par l'Assemblée le 12 avril dernier,

permettant de renouveler le dialogue avec l'opposition. Ces décisions interviennent après que des violences ont éclaté à Mogadiscio entre les forces gouvernementales et l'opposition, faisant au moins 3 morts. La prolongation du mandat présidentiel avait également été condamnée par l'Union Africaine la semaine précédente.

🌐 Soudan

Dépréciation du SDG.

Après une stabilité relative depuis l'annonce de l'unification des taux de change par la Banque centrale du Soudan, fin février, le SDG se déprécie à un rythme régulier depuis fin avril pour atteindre un taux de 1 USD / 399 SDG à la Banque centrale ce mercredi 5 mai (il était à 375 USD fin février). Le taux du marché parallèle affiche la même tendance, avec un taux de 1 USD/403 SDG actuellement (contre 1 USD/280 fin février). De son côté, la Banque centrale aurait annoncé son intention d'injecter des dollars dans le système bancaire, afin de stabiliser le taux de change du SDG, ainsi que des SDG pour faire face à une pénurie de liquidité dans les banques.

🌐 Soudan du Sud

Le laboratoire Cipla obtient l'autorisation d'exporter ses produits dans 30 pays africains.

Le laboratoire ougandais Cipla Quality Chemicals a obtenu l'autorisation d'exporter des médicaments dans près de 30 pays africains. Ces pays se situent principalement en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Sud et viennent s'ajouter à 11 autres pays déjà approvisionnés par Cipla. L'entreprise prévoit d'exporter des antirétroviraux ainsi que des médicaments

permettant de traiter la malaria. Nervin Bradford, président-directeur général de Cipla, a annoncé que sa société avait déjà renforcé ses capacités de production afin de s'adapter à la forte demande à venir. L'objectif de l'entreprise à long terme est de s'imposer parmi les plus importantes sociétés pharmaceutiques africaines.

Mise en œuvre de la nouvelle politique monétaire de la banque centrale du Soudan du Sud.

Selon un communiqué publié le 13 avril, la banque centrale a lancé une nouvelle politique monétaire, consistant à injecter 5 MUSD par semaine dans l'économie, afin de contrôler la volatilité des taux de change et freiner l'inflation galopante. Ainsi, la banque centrale mettra aux enchères chaque semaine 5 MUSD, dont 2 MUSD à destination des bureaux de change (en vigueur depuis décembre 2020) et désormais 3 MUSD pour les banques commerciales. Selon le gouverneur de la Banque du Sud-Soudan, Dier Tong Ngor, cette politique permettra aux commerçants de disposer des devises étrangères nécessaires pour importer les produits alimentaires essentiels. A moyen terme, l'objectif est de renforcer le marché intérieur, en augmentant les ressources disponibles permettant aux acteurs de jouer leur rôle dans l'économie. L'objectif est également d'assainir les marchés afin que les prix et le taux de change soient déterminés par la loi de l'offre et de la demande. Moins de deux semaines après le lancement de cette nouvelle politique, la livre sud-soudanaise s'est appréciée, avec un taux de change qui est passé à 550 USD/SSP contre 630 USD/SSP la semaine précédente.

Tanzanie

Lancement du plan *Mara River Basin Water Allocation Plan (WAP)* à Mwanza le 1er mai.

Le plan est issu d'une collaboration entre le Ministère de l'Eau et le Lake Victoria Water Basin Board (LVBWB). Il entend réguler l'allocation de l'eau du bassin dans une double perspective de préservation de l'environnement et de développement socio-économique. Il fait suite à un MoU entre le Kenya et la Tanzanie signé en 2015, qui prévoyait entre autre l'établissement d'un cadre coopératif conjoint pour la gestion durable des ressources en eau du bassin. Le fleuve Mara traverse la réserve du Maasai Mara au Kenya et le parc national de Serengeti en Tanzanie et se jette dans le lac Victoria du côté tanzanien. La forte croissance démographique du bassin pèse sur la disponibilité des ressources en eau et attise les conflits liés à son utilisation.

Le résultat net de *Tanzania Breweries Public Limited Company (TBL Plc)*, le plus grand brasseur du pays, a chuté de 40 % en 2020.

Il est passé de 64,8 MUSD en 2019 à 38,4 MUSD en 2020. Le chiffre d'affaire du groupe a aussi diminué de 6,2 % en 2020. Selon le communiqué, cette faible performance est imputable au contexte sanitaire mondial, qui a principalement impacté les ventes du groupe en avril et mai 2020. En conséquence, les dépenses d'investissement ont été moindres en 2020 (17,1 MUSD contre 27,7 MUSD en 2019). L'entreprise est détenue par Anheuser-Busch InBev, un groupe brassicole belge. Elle emploie 1375 employés et est cotée au Dar Es Salam Stock Exchange Market.

120 MUSD pour lutter contre les crues de la rivière Msimbazi à Dar es Salam.

Le bassin de la rivière Mzimbazi couvre une superficie de 271 km² et abrite 27% de la population de la ville. Presque à sec pendant une grande partie de l'année, la rivière et ses affluents sont victimes de fortes crues pendant la saison des pluies. Chaque année, des victimes sont à déplorer ainsi que de nombreux dégâts pour les infrastructures de la ville situées à proximité. Pour lutter contre ces inondations et augmenter la résilience urbaine du bassin, 20 MUSD ont déjà été décaissés par le *Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO)* et un prêt de 100 MUSD est prévu par la Banque Mondiale, dans le cadre du projet *Tanzania Urban Resilience Program*.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-](#)

brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor